Coquery-Vidrovitch, Catherine, Goerg, Odile & Tenoux, Hervé, eds. – *Des historiens africains en Afrique. L'histoire d'hier et d'aujourd'hui : logiques du passé et dynamiques actuelles*. Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, 360 p. (Groupe « Afrique noire », Cahiers no 17-18).

Franck H. Ekra

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/35>
DOI : 10.4000/etudesafriaines.35
ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2000
ISBN : 978-2-7132-1363-2
ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Franck H. Ekra, « Coquery-Vidrovitch, Catherine, Goerg, Odile & Tenoux, Hervé, eds. – *Des historiens africains en Afrique. L'histoire d'hier et d'aujourd'hui : logiques du passé et dynamiques actuelles*. Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, 360 p. (Groupe « Afrique noire », Cahiers no 17-18). », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 159 | 2000, mis en ligne le 30 avril 2003, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/35> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.35>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

Coquery-Vidrovitch, Catherine,
Goerg, Odile & Tenoux, Hervé, eds. –
Des historiens africains en Afrique.
L'histoire d'hier et d'aujourd'hui :
logiques du passé et dynamiques
actuelles. Paris-Montréal,
L'Harmattan, 1998, 360 p. (Groupe
« Afrique noire », Cahiers no 17-18).

Franck H. Ekra

Loin de nous offrir, comme on pourrait le supposer en considération de l'intitulé du volume, l'ego histoire d'un panel d'historiens censé représenter les tendances majeures de l'écriture d'histoire en Afrique et le renouveau de cette historiographie, les textes réunis ici par Catherine Coquery-Vidrovitch, Odile Goerg et Hervé Tenoux -- à l'exception notoire de la contribution de Mohamed Mbodj qui, compte tenu de ses préoccupations heuristiques et épistémologiques, détonne, apparaissant comme un véritable hapax -- ont tous un souci commun. Ils réifient, après Jan Vansina et ses disciples, le débat portant sur la question des sources admises par l'histoire académique. Ils prolongent la discussion vieille d'au moins trente ans¹ sur la nécessité de prendre le parti de l'un ou l'autre des membres d'un couple présumé antagoniste formé d'un côté par les partisans d'une « histoire-problème », et de l'autre par les tenants d'une « histoire-événementielle ». En dépit de l'impression d'éclatement et d'hétérogénéité qu'on peut avoir à la première lecture face à la juxtaposition de thèmes qui concernent aussi bien la spéculation foncière à Cotonou (Sébastien Dossa Sotinjo), que la culture et la santé au Burkina Faso et au Niger (Claude Sissao ; Ayoub Arziza), ou encore le Fuuta-Jaloo face à la conquête française (Ismail Barry), l'ensemble possède un

autre caractère commun que n'ont pas manqué de signaler -- pour mettre en avant sa cohésion ? -- les promoteurs de l'ouvrage dans l'introduction qu'ils lui consacrent (p. 7).

On notera en effet avec les auteurs, une préséance, une préférence marquée pour la très classique monographie, les uns et les autres s'en tenant au paradigme des premières *Annales*. Ils manifestent globalement peu de goût, et peut-être, dans plusieurs cas, aucun intérêt réel pour le moment réflexif dans lequel sont entrés un certain nombre de leurs collègues du Nord (africains ou non) et en grande partie du Sud, comme en témoigne le stimulant recueil que vient de publier Mamadou Diouf aux Éditions Karthala² dans une collection qu'il dirige avec Peter Geschiere, collection dont l'ambition affichée est d'abriter « le débat et la conversation Sud/Sud, sans l'intermédiaire des historiens du Nord », mais c'est une autre affaire ! D'ailleurs, l'épilogue de Mbodj, essentiellement fondé sur la problématique postcolonialisme/postmodernisme et le diagnostic de l'indifférence de ces historiens africains vis-à-vis de ces artefacts, ne manque pas de souligner que cette absence pose problème. Parmi les motifs invoqués par Mohammed Mbodj dans son vibrant plaidoyer à destination de ses confrères restés sur le continent africain, l'un paraît emporter la conviction : « L'un des enjeux du débat est la minimalisation des seuls avantages qu'ils semblaient posséder jusqu'alors sur leurs collègues européens et américains : celui de la connaissance intime du milieu, de la pratique plus systématisée de la recherche de terrain, et de la plus grande accessibilité aux sources orales assurée par la pratique courante des langues africaines » (p. 354). M. Mbodj entend donc les motiver à prendre part à cette controverse, dont l'objet n'est, soit dit en passant, rien moins que la redéfinition des règles et compétences du métier d'historien qui ne devrait pas se poursuivre sans leur participation. Il est intéressant de voir que seule entre tous, Odile Ekindi-Chatap se soit plongée dans une réflexion féconde, de type historiographique, dans le panorama confiant, mais sans triomphalisme, qu'elle dresse avec beaucoup de lucidité, de l'histoire des genres au Cameroun, dont l'engouement pour la novation et la transdisciplinarité pourrait en inspirer d'autres...

On remarquera par ailleurs, cette fois contre ce que semblent observer les auteurs de l'introduction et que tout au moins ils suggèrent, qu'il ne paraît pas évident à la lecture des communications que la dichotomie oral/écrit soit dépassée par tous les contributeurs, au contraire. Qu'est-ce qui préoccupe Aduayom Messam Adimado (l'auteur du tout premier texte du recueil), qui n'est pas seul dans ce cas, sinon s'assurer d'être identifié comme appartenant au *territoire de l'historien*, et rassurer ceux qui ne le seraient pas encore, sur le statut de la tradition orale « comme source authentique de l'histoire » (p. 40) ? Ces « historiens africains en Afrique » ont de plus en commun -- ce n'est pas leur apanage -- de n'avoir pas renoncé au vieux « complexe d'Atlas », de l'historien qui ne se suffit pas d'avoir à rendre compte de l'action de l'homme et/ou de la femme dans le temps et se veulent, de l'aveu des mêmes promoteurs, « porte-parole indirects de la société civile » (p. 8), ce qui ne lasse pas de surprendre. La longue durée braudélienne reste largement le modèle de prédilection, bien que quelques-uns focalisent leur attention sur le temps moyen d'un quart ou d'un demi-siècle et que certains osent le temps court de l'« événementiel ». Bien sûr, on peut partiellement justifier ce choix des modalités désormais traditionnelles d'écriture de l'histoire par des conditions matérielles de travail qui surprennent, tant le déséquilibre avec leurs pairs, du point de vue de l'accès à l'information scientifique, est patent. Peu nombreux sont ceux qui, dans les départements d'histoire des universités africaines --

mais il en va de même dans la plupart des formations --, jouissent du privilège de pouvoir lire des revues ou des publications récentes qui font autorité dans le monde académique, et ont l'opportunité de pouvoir suivre les derniers développements de l'actualité de leur discipline. Cette situation, toujours extrêmement préoccupante, et sur laquelle on ne glosa pas après d'autres, fait de chaque chercheur qui travaille dans des conditions d'un aussi grand dénuement un quasi-héros.

Le lecteur sera surpris du respect scrupuleux de la partition coloniale. Il le regrettera certainement. En plus des Afriques anglophones et lusophones curieusement oubliées, les aléas du financement de pareil projet, qu'on peut aisément imaginer, ne suffisent pas à expliquer la relative surreprésentation de certaines aires tandis que d'autres, en Afrique francophone même, ne sauraient se targuer de la moindre occurrence, et ce n'est vraisemblablement pas faute de pouvoir fournir des représentants. Ce n'est pas faire injure au texte d'Ibrahima Thioub (pp. 191-213) -- au demeurant talentueux -- rendant compte du parcours d'Abdou Ndiaye et de son rôle dans la « pacification » de la Guinée portugaise que de constater que sa présence ne suffit pas à masquer cette carence. Prétendre le contraire reviendrait à en faire un pis-aller puisqu'il vise un autre but, mettre au jour la complexité des structures et des relations de pouvoir dans ce « monde à part » qu'est la Sénégalie à la lisière des XIX^e et XX^e siècles, autour de la problématique un peu usée, mais toujours de mode, des « collaborationnistes » africains épris de leurs « bourreaux » européens. Dans la même veine causaliste, déterministe, et au terme d'une argumentation téléologique, Ismaïl Barry (pp. 161-190), sous couvert d'iconoclasme, décrit les tares endémiques d'une théocratie du Fuuta Jaloo, forcément infamante, pour expliquer et justifier ce qui, de son point de vue, l'aurait disposée à un assujettissement passif à la colonisation française, logique, sinon nécessaire. Quelle audace ! Qu'on lise avec beaucoup d'intérêt les travaux du fort contingent ouest-africain (seuls deux textes sur seize concernent l'Afrique centrale et en particulier le Cameroun), n'empêche évidemment pas qu'on déplore l'absence des pays du Maghreb et des anciennes colonies belges parmi les francophones. La bonne connaissance du continent africain commande le décloisonnement, et les rencontres internationales devraient pouvoir contribuer à ce que l'Afrique ne soit pas fragmentée en mondes forclos, lovés, en îlots qui s'ignorent, mais plutôt à l'instar des politiques qui, une fois n'est pas coutume, devraient être imitées dans l'exemple, certes mesuré, de coopération continentale que fournit l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Faute de quoi il sera difficile de faire admettre dans les activités de vulgarisation ce que l'on ne parvient pas à entériner dans le cadre de la collaboration scientifique, à savoir que l'Afrique ne se résume pas à ces « tâches roses » (ou rouges), indiquant sur un planisphère les anciennes possessions d'Afrique occidentale et équatoriale française et célébrant la vaine gloire de l'empire colonial.

Il nous faut au final, même si son titre est un peu un leurre en regard du contenu des textes, retenir et saluer le signal fort que constitue l'entreprise de C. Coquery-Vidrovitch et de ses coadjudicataires, en dépit de faiblesses qu'on n'aura pas manqué de souligner. C'est à leur honneur d'avoir fait place au débat de fond en invitant un intervenant « extérieur » à porter la contradiction à l'ensemble des contributeurs. De surcroît, et ce n'est pas le moindre de leurs mérites, en permettant cette rencontre et la publication qui s'en est ensuivie, non seulement ils rendent possible la visibilité de travaux qui sans eux n'auraient pas eu un écho certes mesuré -- mais non moins positif et significatif --, mais, plus encore, ils nous laissent augurer, à l'orée du prochain millénaire, un nouvel ordre de la communauté savante qui se préoccupe d'Afrique et

que l'on voit poindre dans leur initiative, du moins on l'espère, un rééquilibrage en faveur des chercheurs déjà nombreux qui y professent.

NOTES

1. Si ce n'est cinquante, selon qu'on considère qu'elle a débuté avec M. Bloch ou L. Febvre caricaturant C. V. Langlois et C. Seignobos, ou qu'on l'arrime aux joutes animées par Michel de Certeau et Paul Veyne à la suite de la thèse de Raymond Aron.
2. M. Diouf, *L'historiographie indienne en débat*, Paris, Karthala, 1999, 489 p. (« Sephis »).